

## ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

Le Maire de VILLEFRANCHE D'ALLIER,

Vu le courrier en date du 6 mars 2025 par lequel le cabinet SERRE-TRUTTMANN-MAGIN-GUIRIEC, géomètre, demeurant 11, Rue Alfred de Vigny 03100 MONTLUCON, demande l'alignement des propriétés cadastrées :

- G 350 - Rue du Chaumas
- AA 132- Rue Emile Guillaumin
- AA 124 - Rue du Bourbonnaiss

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-21, 5°,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L.3111-1,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants,

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L.112-1,

Vu le Code pénal, notamment son article 131-13,

Vu l'état des lieux,

### ARRÊTE

#### Article 1 - Alignement

L'alignement des voies susmentionnées au droit des propriétés du bénéficiaire est défini par le plan de bornage dont l'extrait et ci-annexé matérialisant la limite de fait du domaine public routier communal établi par le cabinet SERRE-TRUTTMANN-MANGIN-GUIRIEC, géomètres experts 03100 MONTLUCON :

- Points B et C, parcelle G 350, Rue du Chaumas
- Points G et H, parcelle AA 132, Rue Emile Guillaumin
- Point L, parcelle AA 124, Rue du Bourbonnais

#### Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévue par le Code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

En toutes circonstances, et conformément aux dispositions de l'article L.112-1 du Code de la construction et de l'habitation susvisé, il lui est interdit d'élever en bordure des voies communales ci-dessus désignées toute construction ou installation non conforme à l'alignement.

#### Article 4- Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai d'UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

#### Article 5 - Atteintes au domaine public routier

Le présent arrêté devra être respecté dans son contenu, sous peine de poursuites pour contravention de voirie en application de l'article R\*116-2 du Code de la voirie routière susvisé.

#### Article 6 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de VILLEFRANCHE D'ALLIER.

#### Article 7 - Délais et voies de recours

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté, et informe que cet acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication ou de sa notification à l'intéressé.

Fait à Villefranche d'Allier, le 11 mars 2025

Le Maire  
Gérard FERRIÈRE



#### Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution
- La commune de Villefranche d'Allier pour publication

#### Annexe

- Copie du plan de division matérialisant la limite de fait du domaine public routier communal

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant, qu'il peut exercer auprès de la mairie de Villefranche d'Allier